

**Avec vous,
en réseau**

Consultation CRE portant sur les procédures de raccordement aux réseaux de transport de GRTgaz et TIGF

Procédure de raccordement pour les GRD

Préliminaire :

Sur les 10 dernières années, le constat de l'augmentation importante du coût des offres de raccordement transport a conduit GrDF à abandonner de nombreux projets de développement.

Pour faire face à ce constat, et dans le cadre de la préparation de l'ATRT5, transporteurs et distributeurs ont évoqué et convenu à l'occasion du GT raccordement de propositions visant à faire supporter par les transporteurs tout ou partie des coûts pour les nouveaux raccordements, dans la mesure où l'augmentation des souscriptions sur le réseau de transport due à ces nouveaux raccordements induit également une augmentation de recettes pour le transporteur.

Compte tenu du contexte, ces propositions n'ont pas été retenues fin 2012 par la CRE et l'ensemble des frais relatifs à l'engagement d'un nouveau raccordement au réseau de transport restent toujours à l'entière charge des distributeurs.

Concomitamment GRTgaz a poursuivi sa démarche visant à la proposition d'un contrat de raccordement distinct du contrat d'interface raccordement historique et d'une procédure d'accès au chiffrage d'un raccordement nouveau dont les distributeurs ont pointé dès l'origine les délais induits et les coûts à la charge du distributeur.

Le contexte étant revenu à une prise en charge intégrale de ces coûts par le distributeur GrDF estime que la recherche de la simplicité et du moindre coût gagnerait à prévaloir.

A ce titre, l'alignement de la procédure de raccordement de TIGF sur celle de GRTgaz, tel que proposé via cette consultation, va dans le sens d'une complexification des démarches pour les distributeurs. Cela ne facilitera pas le développement de l'accès au gaz naturel et compliquera plutôt la vie des parties prenantes.

Il serait dommage qu'après avoir envisagé de simplifier les procédures et de faciliter l'accès au réseau on aille finalement plutôt en sens contraire. C'est dans ce contexte que GrDF répond à la présente consultation.



Avec vous,
en réseau

Question N°1

2.1. Analyse préliminaire de la CRE

La CRE constate que les procédures proposées par les GRT diffèrent sur certains points, en particulier sur le nombre et la dénomination des différentes étapes et études nécessaires au raccordement ainsi que sur la classification des projets de raccordement en fonction de leur degré de complexité.

La proposition de GRTgaz est fondée sur les travaux de la Concertation Gaz relatifs aux conditions de raccordement qui ont débuté en 2011. La procédure de raccordement de TIGF n'intègre que partiellement le travail réalisé en Concertation Gaz. La CRE considère que les évolutions menées sur les procédures de raccordement en Concertation Gaz devraient être incorporées par TIGF, dans l'objectif de disposer de procédures de raccordement identiques sur l'ensemble des réseaux de transport français. En particulier, la CRE considère que TIGF devrait adopter les mêmes dénominations des différentes phases de sa procédure de raccordement que GRTgaz.

Compte tenu des développements anticipés en matière de production de biométhane et afin d'améliorer la transparence de l'offre, la CRE est favorable à ce que les procédures de raccordement destinées aux producteurs de biométhane soient identiques pour GRTgaz et TIGF.

Question 1 : Considérez-vous que les procédures de raccordement de GRTgaz et TIGF doivent être identiques ?

La recherche d'une procédure commune aux deux transporteurs n'a de sens que si celle-ci répond aux besoins des distributeurs à disposer dans un délai raisonnable d'une réponse à la faisabilité et au coût d'un raccordement au réseau de transport notamment pour les raccordements courts qui constituent potentiellement les quelques rares affaires que les distributeurs ont encore à traiter.

Une telle réponse doit donc être établie dans le cadre d'une procédure simple et rapide qui engage le moins de coûts possibles tout autant pour le distributeur que pour le transporteur.

La procédure appliquée par TIGF ces dernières années répond parfaitement à cet objectif d'efficacité et d'économie mutuelle. Suite à l'expression de besoin du distributeur, TIGF recherche un terrain potentiel permettant l'implantation du poste à proximité de la canalisation de transport de sorte de proposer une offre de raccordement qui intégrera l'application de prix forfaitaires pour le poste le génie civil et le branchement associé si sa longueur est inférieure à 100 m. Cette offre intégrera si nécessaire en sus des prix forfaitaires des devis spécifiques pour d'éventuels points particuliers. En cas de nécessité, GrDF peut être amené à contribuer à la recherche du terrain en s'appuyant sur ses relais locaux.

Le coût du raccordement et son délai de réalisation sont donc très rapidement disponibles dès qu'un terrain potentiel est trouvé et la gratuité de la démarche pour le distributeur contribue à favoriser l'examen des projets potentiels pour des opérateurs rompus à cet exercice.

GrDF considère que cette procédure simple, adaptée à la typologie des affaires à traiter répond parfaitement au besoin des distributeurs sollicités pour un appel d'offre de DSP ou souhaitant évaluer le coût d'un raccordement destiné au renforcement du réseau de distribution.

Il faut noter que depuis les 5 dernières années les distributeurs sont, hors exception, confrontés à des typologies de projet modestes avec des installations standards et des branchements courts.



Avec vous, en réseau

GRTgaz, pour sa part, propose une procédure plus longue et plus couteuse pour le distributeur en vue d'aboutir à une offre de prix y compris pour les raccordements les plus simples. GrDF estime que cette procédure est mieux adaptée au traitement d'affaires complexes, type raccordement de CCCG dont les enjeux se chiffrent en millions d'Euros, qu'aux projets de raccordement habituels des distributeurs dont le coût moyen varie entre 350 et 500 Keur.

Compte tenu de l'expérience de GRTgaz en la matière, GrDF considère que les moyens qu'il propose d'engager dorénavant pour chiffrer un raccordement sont peut être un peu disproportionnés par rapport à l'enjeu, générateurs de délais et de coûts susceptibles de décourager des distributeurs potentiels à répondre à un AO de DSP.

Sur la bases de ces constats, GrDF considère qu'il n'y a donc pas matière à faire converger TIGF vers la procédure de GRTgaz mais au contraire à proposer à GRTgaz de simplifier sa procédure notamment pour les cas les plus standards, afin de diminuer la consistance des études produites, les délais et le coût de l'accès au chiffrage.

Question N°2

2.2.3. Analyse préliminaire de la CRE

Cette phase d'étude préliminaire gratuite et non engageante permet aux porteurs de projets d'obtenir une première analyse de la faisabilité de leur projet.

Dans le cas de projets de raccordement de producteurs de biométhane, la CRE considère que l'estimation par les transporteurs de la capacité d'absorption de leur réseau est une information nécessaire à la poursuite du projet par le demandeur.

La CRE constate que les durées de réalisation des études préliminaires des GRT sont différentes (deux mois pour GRTgaz, un mois pour TIGF). La CRE considère que la proposition de GRTgaz issue de la Concertation Gaz est satisfaisante. La durée de réalisation prévue par TIGF, plus courte, est également satisfaisante. La CRE considère toutefois qu'il serait souhaitable que les deux GRT s'engagent sur des durées de réalisation identiques.

En ce qui concerne la proposition de GRTgaz, la CRE considère que l'encadrement des délais de réalisation des études et la mise en place de forfaits, dans le cas des projets simples, améliorent la lisibilité de l'offre de raccordement et sont de nature à faciliter leur développement. A ce titre, la CRE considère que les consommateurs industriels souhaitant se raccorder au réseau de GRTgaz devraient également pouvoir être traités en tant que cas simples, le cas échéant.

Question 2 : Avez-vous des observations sur la première étape des procédures de raccordement proposées par les GRT, notamment sur les différences de durée de réalisation des études ?

L'étude préliminaire proposée par GRTgaz présente un intérêt limité pour un distributeur compte tenu des points de sortie prévus. Si la faisabilité de trouver un terrain pour recevoir le poste n'est examinée que sur plan, il ne pourra être donné aucune indication fiable sur le périmètre du raccordement et de son coût. Un délai de 2 mois pour une telle étude est disproportionné.

A ce jour TIGF n'a jamais formalisé avec GrDF l'intérêt de procéder à une telle étude. Dans la réalité, lorsque GrDF a un projet à étudier, il s'assure dans un premier temps sur plan que la situation locale n'apparaît pas défavorable à l'implantation d'un poste à proximité de la canalisation de transport et interroge simplement TIGF pour s'assurer que le réseau de transport a la capacité à pouvoir intégrer le projet étudié.



Avec vous, en réseau

Si une telle étude préliminaire optionnelle doit être proposée par les deux transporteurs, elle doit en premier lieu assurer le distributeur que le réseau de transport a la capacité d'intégrer le projet évoqué et en second lieu qu'il n'y a pas d'obstacle majeur à sa faisabilité.

Pour cette première évaluation un délai de 1 mois semble tout à fait suffisant.

Le document de consultation évoque la classification des affaires simples et complexes proposée par GRTgaz. GrDF considère que les conditions d'exclusion fixées par GRTgaz pour rester dans le cadre d'une affaire simple sont trop restrictives et peuvent induire dans la plupart des situations réelles une classification en cas complexe alors que l'opération reste bien celle d'une affaire classique avec un branchement court.

A ce titre la limitation en débit à 5000 m³/h ne semble notamment pas un critère pertinent de même que la stricte longueur de 100 m du branchement. On comprend que l'application d'un forfait branchement soit limité à une longueur limite en revanche il reste tout à fait simple de chiffrer un branchement d'une longueur plus importante si le terrain traversé est dégagé.

Par ailleurs les distributeurs étant confrontés à des projets de raccordement à court terme, les transporteurs doivent s'attacher à conserver réactivité et délais maîtrisés. A ce titre, même pour des affaires simples le fait de souhaiter recourir à la demande d'utilité publique pour sécuriser la conduite du projet conduit à un allongement très significatif des délais (+ 1 an) induisant au final, pour une affaire simple, un délai total qui pourrait atteindre 4 ans, entre la première demande et la mise en service.

Pour éviter la remise en cause de futurs projets de développement, GrDF estime que la CRE gagnerait à encourager les transporteurs à contenir les délais dans des niveaux raisonnables.

Question N°3

2.3.4. Analyse préliminaire de la CRE

La CRE considère que le contenu des offres de raccordement proposées par les transporteurs est satisfaisant.

GRTgaz et TIGF proposent des délais maximum de réalisation des études de raccordement qui diffèrent, en particulier pour les cas complexes. La CRE considère souhaitable que les deux GRT s'engagent sur des délais de réalisation identiques pour chaque typologie de projet.

S'agissant des GRD et des consommateurs industriels, la CRE constate que les délais de validité des études de raccordement, dénommée étude d'avant-projet chez TIGF, sont différents (4 mois pour GRTgaz, 6 mois pour TIGF). La CRE considère que la proposition de GRTgaz issue de la Concertation Gaz est satisfaisante. La durée de validité prévue par TIGF, plus longue, est également satisfaisante. La CRE considère toutefois qu'il serait souhaitable que les deux GRT s'engagent sur des délais de validité identiques.

La CRE est favorable à la proposition commune des GRT de prolonger ces délais jusqu'à l'obtention de l'autorisation administrative pour le GRT, pour le raccordement d'un producteur de biométhane.

Elle considère également, concernant la proposition de GRTgaz, que les porteurs de projet de biométhane devraient, au même titre que les GRD et les industriels, pouvoir bénéficier de la possibilité de fusionner les études de faisabilité et de raccordement.

Question 3 : Avez-vous des remarques sur les propositions des GRT relatives à la phase d'études, notamment sur les différences de délai de réalisation et de durée de validité ?



Avec vous, en réseau

Pour les cas simples, GrDF considère que lorsque le terrain d'implantation du poste est trouvé, ce qui est le cas pour l'engagement de l'étude de faisabilité de GRTgaz, un délai de deux à trois mois est suffisant pour établir un prix définitif et engageant. La réalisation des études administratives ne devrait pas être requis au stade du chiffrage d'un raccordement.

Pour les cas dits « complexes » la démarche raccordement de GRTgaz visant à ne remettre un prix qu'après avoir réalisé toutes les études d'avant projet y compris les études administratives induit des délais de 6 à 28 mois et des coûts de 37 à 450 Keur qui sont très élevés en regard du besoin à disposer d'un coût et d'un délai.

Dans le cadre de la recherche du terrain, GrDF considère que si GRTgaz propose un forfait, celui-ci doit être appliqué sans clause de dépassement éventuel de sorte que l'incitation à trouver soit maintenue. TIGF, pour sa part, n'applique pas, à ce jour, de coût spécifique à cette recherche dans l'hypothèse où un projet serait abandonné.

Plus généralement, tout projet de raccordement ayant pour conséquence une augmentation des souscriptions sur le réseau de transport et donc une augmentation de recettes pour le transporteur, GrDF considère légitime que les transporteurs puissent contribuer aux études de développement et consacrer des frais de développement commercial à l'étude des projets dont notamment les frais relatifs à la recherche des terrains qui contribuent à la remise d'une offre de raccordement.

La logique selon laquelle tout euro dépensé par les transporteurs pour étudier un projet de développement de distribution doit être payé par un distributeur, qui pour sa part doit d'abord engager des frais d'étude pour son propre réseau de distribution, ne traduit pas l'incitation que les transporteurs devraient aussi avoir au développement et reste susceptible de dissuader les distributeurs d'étudier des projets ou de candidater à un AO de DSP.

La proposition de TIGF pour les distributeurs historiques déjà liés par un contrat d'interface qui prévoit, pour la demande d'un nouveau point de raccordement, l'application d'une procédure simple a fait la preuve de sa pertinence..

Les durées de validité d'une offre distribution à 6 mois sont adaptées aux besoins des distributeurs. Toutefois, dans l'hypothèse où l'engagement de certaines affaires devait être reporté au-delà de ce délai, GrDF considère que si l'offre transport doit être réactualisée, cette réactualisation ne doit pas donner lieu à facturation au distributeur.

Question N°4 & 5

2.4.4. Analyse préliminaire de la CRE

La CRE considère que la séparation entre le contrat de raccordement et de livraison, d'interface et livraison et d'injection proposée par GRTgaz contribue à la lisibilité de son offre de raccordement. La CRE n'est pas opposée au principe de réunion au sein d'un même contrat des conditions de réalisation du raccordement et de vie des ouvrages, comme proposé par TIGF. La CRE considère toutefois qu'il serait souhaitable qu'un dispositif contractuel identique soit mis en place par les deux GRT.

La CRE est favorable à la mise en place par GRTgaz d'annexes précisant les prestations et travaux de génie civil et d'aménagement à réaliser par chacune des parties (GRT et GRD), en particulier concernant les conditions dans lesquelles l'installation d'un réchauffeur est rendue nécessaire. La CRE considère que ces documents fournissent un degré de transparence satisfaisant. Des annexes similaires à celles qui sont proposées aux GRD devraient également être proposées aux consommateurs industriels ainsi qu'aux producteurs de biométhane.

A ce titre, la CRE est favorable à ce que TIGF définisse, au même titre que GRTgaz, des annexes qui précisent le périmètre des travaux à réaliser en matière de génie civil et d'aménagement pour que le site du poste de livraison soit conforme aux spécifications imposées par le transporteur.

Concernant la proposition de TIGF, la CRE constate, qu'il n'est pas précisé dans les conditions générales des contrats de raccordement et d'interface, que le client a la possibilité de demander à TIGF de réaliser, à ses propres frais, les travaux de génie civil. Elle considère que cette possibilité devrait figurer dans les conditions générales du dispositif contractuel.

L'offre de TIGF prévoit des forfaits pour le génie civil, le branchement et la mise à disposition du poste de livraison, dans le cas de projets dits « standards ». Néanmoins les critères qui permettent d'établir si le projet est standard ne sont pas clairement détaillés par TIGF. La CRE considère que l'objectivation des critères de qualification des projets dits « standards » renforcerait la transparence.

Question 4 : Avez-vous des remarques à formuler sur la phase de contractualisation du raccordement proposée par les GRT ?

Question 5 : Etes-vous favorable à la contractualisation unique (TIGF) ou séparée (GRTgaz) de la phase de réalisation du raccordement et de la vie des ouvrages de raccordement ?

GrDF a signé avec GRTgaz et TIGF des contrats d'interface et de raccordement qui traitent de la vie du parc existant de postes et branchements et des éventuels nouveaux raccordements. Ces contrats, qui ont été articulés en concertation, permettent de traiter efficacement les deux volets.

Pour sa part GrDF n'est donc pas incité à séparer les contrats d'interface raccordement existants et à créer un dispositif contractuel spécifique qui générerait des frais internes pour les deux parties pour traiter des très rares cas de nouveaux raccordements entre opérateurs déjà rompus à cet exercice.

GrDF reste donc favorable au contrat unique pour les distributeurs mais GrDF est d'accord avec la proposition de la CRE qui milite pour la mise en place par GRTgaz d'annexes précisant les dispositions relatives à la réalisation des travaux d'implantation et de génie civil de sorte d'assurer les distributeurs que ces dispositions correspondent au strict nécessaire et intègrent le souci du moindre coût.

Ces annexes, qui peuvent compléter les contrats actuels, pourront notamment :

- faciliter la coordination des travaux avec les GRD qui souhaiteraient réaliser pour tout ou partie la recherche du terrain et le génie civil du poste
- assurer les distributeurs que toutes les Régions transport de GRTgaz appliquent les mêmes plans type pour étudier, chiffrer et réaliser l'implantation des postes de livraison et leur génie civil.

A cet égard, si TIGF n'a pas encore intégré dans le cadre des réflexions du GT raccordement ses plans types de génie civil, TIGF dispose de ces plans type et les a communiqués depuis



**Avec vous,
en réseau**

plusieurs années à GrDF. C'est sur la base de ces plans type de génie civil par gamme de poste que TIGF a pu établir ses forfaits génie-civil.

Historiquement en zone TIGF, c'est le distributeur qui achetait les terrains et réalisait les génies civils de poste. Après plusieurs décennies de cette pratique, GrDF et TIGF ont constaté les difficultés et les surcoûts de coordination induits par cette pratique et ont convenu d'un commun accord d'affecter à TIGF la totalité des démarches relatives à ce qui constitue son installation industrielle. Les coûts d'achat de terrain et de génie civil sont dorénavant intégrés à l'offre de raccordement. Comme déjà évoqué précédemment GrDF reste ouvert à apporter son soutien à TIGF pour la recherche du terrain en faisant jouer ses contacts locaux.

Cet accord a pu être trouvé dans la mesure où TIGF a confirmé ses plans type de génie civil dimensionnés au plus près de ses stricts besoins et a proposé des prix forfaitaires de génie civil acceptables comparables avec les offres de marché obtenues pour des affaires similaires par GrDF.

TIGF a pu ainsi légitimer qu'en proposant de reprendre ces tâches à son compte il n'induisait pas de surcoût pour les distributeurs.

Question N°6

2.5.3. Analyse préliminaire de la CRE

La CRE est favorable à la proposition de GRTgaz pour la réalisation et la mise en service du raccordement.

Elle considère que la proposition de TIGF concernant cette phase devrait faire l'objet d'un niveau de détails plus important. En particulier, l'influence de la procédure administrative sur le calendrier de réalisation des travaux et de mise en service doit être précisée. A ce titre, TIGF ne fournit pas le protocole de démarrage et de mise en service des ouvrages de raccordement. A l'instar de GRTgaz, la CRE considère que TIGF devrait préciser les modalités de mise en service des ouvrages.

Question 6 : Avez-vous des remarques à formuler sur l'encadrement et le déroulement des phases de réalisation et de mise en gaz des ouvrages proposés par les GRT ?

Pour la réalisation et la mise en service du raccordement, les contrats d'interface et de raccordements actuels de GRTgaz et de TIGF précisent le déroulement de ces phases et sont considérés comme tout à fait satisfaisants par GrDF.